



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1998/49
19 mai 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1998
New York, 6-31 juillet 1998
Point 14 g) de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS SOCIALES ET QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME :
DROITS DE L'HOMME

Lettre datée du 12 mai 1998, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
11 mai 1998, qui vous est adressée par S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la
République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document du Conseil économique et social,
au titre du point 14 g) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Tuluy TANÇ

* E/1998/100.

ANNEXE

Lettre datée du 11 mai 1998, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris au sujet d'un exposé écrit, daté du 31 mars 1998, qu'une "organisation non gouvernementale" dénommée "Association pour les peuples menacés", a présenté à la Commission des droits de l'homme lors de sa cinquante-quatrième session, tenue à Genève (E/CN.4/1998/NGO/103 du 31 mars 1998). Cet exposé reproduit les thèses chypriotes grecques qui visent à dénaturer la question de Chypre. J'ai donc estimé nécessaire de rétablir la vérité en rappelant les faits.

La question de Chypre trouve son origine dans les violations systématiques des droits fondamentaux de la population chypriote turque perpétrées par les Chypriotes grecs durant la période comprise entre le 21 décembre 1963 et le 20 juillet 1974.

Le 21 décembre 1963, les Chypriotes grecs, obéissant à un plan bien établi, ont attaqué les Chypriotes turcs dans toute l'île (le texte intégral du Plan Akritas a été publié comme document de l'Organisation des Nations Unies sous la cote A/33/115-S/12722, en date du 30 mai 1978). Ils ont détruit l'alliance binationale de la République de Chypre créée en 1960 conformément aux Accords de Londres et de Zurich, puis, usurpant les pouvoirs de l'État et agissant de façon anticonstitutionnelle, ont tenté de transformer Chypre en un État chypriote grec et d'unir ce dernier à la Grèce (Enosis). Les Chypriotes turcs, ayant été expulsés par la force des armes de tous les organes de l'État, ont dû vivre sous la contrainte d'un "véritable siège" (voir le paragraphe 222 du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité publié sous la cote S/5950 et daté du 10 septembre 1964) et subir une guerre d'usure. Cette situation illégale s'est poursuivie jusqu'au 20 juillet 1974, date à laquelle la Turquie est intervenue, dans le cadre des obligations et des droits que lui confère le Traité de garantie de 1960, pour empêcher l'annexion de l'île par la Grèce et mettre fin aux violations, systématiques depuis plus de 11 ans, des droits fondamentaux des Chypriotes turcs. Les rapports du Secrétaire général de l'ONU, parus pendant cette période, et les informations que la presse internationale et des observateurs impartiaux ont rapportées à l'époque témoignent clairement de la campagne systématique de "nettoyage ethnique" que les Chypriotes grecs, avec l'appui de la Grèce, ont menée à l'encontre de la population chypriote turque.

Les événements survenus entre 1963 et 1974 se sont traduits concrètement par la création d'organes administratifs, judiciaires et législatifs parallèles pour chacune des deux populations. Du côté turc, la structure institutionnelle s'est mise en place par étapes pour aboutir, en 1983, à la proclamation de la République turque de Chypre-Nord.

Les Chypriotes turcs ont établi un État démocratique, laïc et pluraliste, fondé sur des élections libres, la justice sociale et la primauté du droit, les citoyens jouissant de tous les droits et libertés fondamentaux. Toutefois, en raison des embargos illégaux et inhumains que l'administration chypriote grecque a établis à l'encontre de la République turque de Chypre-Nord au niveau international, les Chypriotes turcs se voient refuser la possibilité d'exercer

/...

pleinement leurs droits essentiels. Le droit de voyager librement à l'étranger, le droit de commercer, le droit de communiquer, le droit de participer à des compétitions sportives ou des activités culturelles, sans parler du droit d'être représentés ou d'être entendus dans toutes les instances internationales, sont autant de droits qui leur sont déniés.

Compte tenu de ce qui précède, les chances de parvenir à une entente pacifique, juste et équilibrée entre les deux parties ne se sont guère améliorées au fil des ans. Au cours des négociations, la partie chypriote grecque a très clairement démontré qu'elle n'avait ni la bonne volonté ni la détermination nécessaires pour rechercher un règlement pacifique fondé sur les réalités existantes.

Bien au contraire, dans le cadre de ce qu'ils appellent la "doctrine militaire conjointe" avec la Grèce, les Chypriotes grecs continuent d'accumuler des armes et des forces armées en dépensant près de 2 millions de dollars par jour en armes et en matériel ultraperfectionnés. L'achat par la partie chypriote grecque du système de missiles perfectionné russe S-300, en contravention des résolutions successives du Conseil de sécurité de l'ONU, et la construction de bases aériennes et navales à l'intention des forces armées grecques ont attisé les tensions dans l'île. Par ailleurs, l'administration chypriote grecque demande à devenir membre à part entière de l'Union européenne, en prétendant illégalement qu'elle peut décider unilatéralement de l'avenir de l'île tout entière et créer des obligations internationales qui lieront également la population chypriote turque.

Perpétuer la fiction consistant à traiter le régime illégal chypriote grec comme le gouvernement légitime ne peut que faire obstacle à un règlement pacifique entre les deux parties. On ne pourra parvenir à un tel règlement qu'en reconnaissant qu'il existe deux peuples et États souverains distincts à Chypre. La communauté internationale peut y contribuer en accordant aux deux parties le même traitement dans tous les domaines.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil économique et social, au titre du point 14 g) de l'ordre du jour provisoire.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuş PLÜMER
